

Déclaration conjointe de M. François Hollande, Président de la République, et Mme Catherine Samba Panza, chef de l'Etat de la transition en République centrafricaine, sur la France et l'Union européenne face à la situation en Centrafrique, à Paris le 1er avril 2014.

LE PRESIDENT : « Mesdames, Messieurs, j'ai reçu cet après-midi la Présidente de Centrafrique qui elle-même m'avait accueilli il y a tout juste un mois.

La situation en Centrafrique s'est, à la fois, améliorée sur certains points et détériorée sur d'autres. Ce qui a progressé, c'est la remise en place des autorités de la transition et des services publics les plus essentiels les écoles, l'hôpital, la prison pour que la Centrafrique puisse retrouver une activité économique et que la population elle-même retrouve confiance.

En revanche, ce qui s'est dégradé, c'est la situation sécuritaire dans un certain nombre de lieux. Même à Bangui, il y a toujours cette volonté de groupes hostiles au processus de pacification, de réconciliation. Ils montent une partie de la population contre une autre partie. On voit bien que les musulmans sont directement visés.

Les forces françaises, à travers l'opération SANGARIS, mettent tout en œuvre pour qu'il puisse y avoir, à la fois, la sécurité en Centrafrique et, en même temps, la lutte contre ces groupes qui utilisent les armes des armes modernes d'ailleurs pour mettre en cause l'Etat centrafricain.

Il y aura bientôt l'opération européenne qui va se déployer. Demain la Présidente sera à Bruxelles j'y serai aussi à l'occasion du Sommet entre l'Union européenne et l'Union africaine. Il y aura une réunion toute particulière sur la Centrafrique. Je lui apporterai tout mon soutien.

A cette occasion, seront définis les contingents qui constitueront l'opération européenne que la France avait appelée de ses vœux et qui va finir par aboutir. Il y aura aussi des aides humanitaires qui pourront être apportées, soit directement par l'Europe, soit par les Etats qui ne peuvent pas fournir nécessairement, sur le plan sécuritaire, ce qui est attendu d'eux.

Nous devons aussi saluer les autorités de transition. Je le fais ici à l'occasion de votre visite. C'est courageux de prendre la responsabilité d'un pays qui est dans le chaos et qui a connu des affrontements meurtriers. C'est courageux de vouloir restaurer l'autorité d'un Etat qui s'était effondré. C'est courageux de faire en sorte que des populations qui, jusque-là, avaient vécu en paix, ne retombent pas dans les affrontements meurtriers. C'est courageux parce que l'impopularité est toujours là lorsque l'on prend soi-même la responsabilité d'un pays dans cette situation. Sachez bien que la France sera à vos côtés.

Pour les Français qui s'interrogent, qui se posent des questions il y en a toujours que faisons-nous en Centrafrique ? Vous pouvez en témoigner : nous évitons que des massacres se perpétuent, nous permettons à un pays de sortir de cette situation de drames et de chaos. Nous évitons aussi que des affrontements religieux puissent dégénérer en terrorisme car c'est un risque.

Que les musulmans sachent bien que si les forces françaises, à travers SANGARIS, sont présentes en Centrafrique, c'est pour les protéger. Que les Centrafricains sachent bien que nous sommes impartiaux, que nous sommes simplement aux côtés des Centrafricains. Les Français ont

fait en sorte qu'il y ait une opération européenne, en plus de l'opération africaine. Je veux saluer ce qu'ont fait les pays de l'Union africaine, y compris sur le plan militaire mais aussi sur le plan financier. C'est ainsi que les fonctionnaires peuvent être payés en Centrafrique.

Au-delà des forces européennes, au-delà des forces africaines, nous assurons une opération de maintien de la paix. Il y a une situation qui s'est améliorée, il y a aussi des reculs. Nous devons tenir bon par rapport aux objectifs que nous nous sommes fixés par rapport à l'aide humanitaire, au rétablissement de la sécurité et à l'organisation de l'opération européenne de maintien de la paix sous l'égide des Nations Unies.

Madame la Présidente, nous sommes à vos côtés. »

Catherine SAMBA PANZA : « Monsieur le Président, je vous remercie très sincèrement pour ces mots encourageants. Je vous remercie également pour votre implication personnelle, depuis le début de la crise centrafricaine, pour la stabilisation de mon pays et pour l'appui nécessaire sur le plan humanitaire, sur le plan sécuritaire, à la population centrafricaine.

Vous connaissez bien la situation de ce pays qui est un Etat fragile, un Etat qui n'existe pratiquement pas. Je suis arrivée à la tête de ce pays. Je l'ai trouvé dans une situation totalement chaotique. On ne peut pas imaginer à quel point l'Etat centrafricain était dans un délabrement total

Nous avons la volonté politique de conduire la transition et d'apporter les solutions aux populations centrafricaines en les protégeant car il est important d'apporter la protection aux populations civiles. Il est également important d'apporter une aide humanitaire d'urgence, des réponses urgentes aux populations qui souffrent et qui vivent dans le dénuement le plus total. Il nous fallait également rétablir l'autorité de l'Etat au niveau central et au niveau décentralisé. Sans la présence de l'Etat à l'intérieur du pays et sur le terrain, il aurait été difficile de ramener l'ordre public.

Nous avons eu un accompagnement de la communauté internationale. Comme je le dis toujours, ce n'est qu'un accompagnement. Il nous faut, nous autorités de la transition, nous approprier les problèmes de notre pays et y trouver les stratégies et les solutions adéquates avec l'appui de ceux qui nous ont toujours accompagnés, comme la France, comme l'Union européenne et comme tous les autres partenaires, y compris les Nations Unies.

Nous avons la volonté politique de mener cette transition à son terme, sachant que l'objectif premier de la transition, c'est l'organisation des élections législatives et présidentielle en vue de rétablir des institutions démocratiques. Mais nous ne pouvons pas atteindre cet objectif-là tant qu'il n'y a pas la paix, tant qu'il n'y a pas de stabilité dans ce pays et tant que nous n'avons pas ramené la sécurité.

Il y a eu des progrès. Sur le plan de la pression sécuritaire, d'une manière générale, il y a eu des progrès. A un moment, il y avait quelques pics de violence. C'est normal parce que c'est un processus et qu'il faut l'établir et le consolider de manière progressive. Depuis deux semaines, nous avons assisté à une autre spirale de violence. Nous avons essayé de l'analyser, bien entendu, pour y apporter les réponses adéquates. Nous avons compris qu'il y avait pas mal de forces qui essayaient de déstabiliser la transition, il y avait des fauteurs de troubles.

Il y a également, certainement, beaucoup d'attentes de la part de la population, notamment de certaines forces, notamment des FACA, qui se sentaient un peu délaissées.

Compte-tenu de l'histoire des forces armées centrafricaines, nous pensons qu'il faut une armée républicaine. Il faut reconstituer une nouvelle armée républicaine. Il faut mettre en place des forces de défense et de sécurité, une capacité nationale en mesure d'accompagner les forces étrangères. Nous n'avons pas pu mettre en place cette capacité nationale et je pense que cela a créé également quelques frustrations au sein des forces de défense et de sécurité. Nous sommes en train de revoir un peu notre vision : quel type d'armées voulons-nous, comment les réorganiser, comment les impliquer dans la sécurisation et la défense de l'intégrité territoriale, comment également utiliser nos forces de défense et de sécurité pour participer, aux côtés des forces étrangères, aux opérations de remise de l'ordre public sur le terrain ? Voilà autant de préoccupations sur le plan sécuritaire.

Nous avons également le devoir de restaurer l'autorité de l'Etat à l'intérieur du pays. Dans

nous avons également le devoir de restaurer l'autorité de l'Etat à l'intérieur du pays. Pour restaurer cette autorité, il faut réhabiliter les installations administratives qui ont été totalement endommagées. Il faut envoyer les équipes de l'administration sur le terrain, à l'intérieur du pays. La République centrafricaine n'a pas les moyens budgétaires nécessaires pour mener à bien ces opérations-là. D'où notre action de plaider et de lobbying pour que des aides budgétaires conséquentes puissent être octroyées à la République centrafricaine.

Nous avons reçu beaucoup de promesses, beaucoup d'annonces. Nous sommes confiants sur l'engagement qui a été pris par nos partenaires. Seulement il y a des procédures à respecter également. Nous demandons simplement à la communauté internationale, compte-tenu de la situation fragile de la République centrafricaine, d'alléger peut-être ces procédures-là, de ne pas traiter les problèmes de la République centrafricaine comme un Etat normal, mais comme un Etat en crise où il faut aller un peu plus vite. Parce qu'au final, s'il n'y a pas de réponses à certaines attentes, nous risquons d'avoir des difficultés sur le plan politique. Je pense qu'il est important d'attirer l'attention de nos partenaires sur cette situation. »

QUESTION :

« Est-ce que la situation en Centrafrique représente un danger pour les pays voisins ? »

Catherine SAMBA PANZA : « Bien sûr »

LE PRESIDENT : « D'abord, il faut que l'opération européenne soit déployée. Elle est maintenant constituée. Demain, ce sera officiel. Les contingents seront précisés, les missions également. Je rappelle que c'est essentiellement sur le transport, sur le sanitaire, sur la logistique, que cette opération européenne est engagée. »